

**PORTANT CRÉATION D'EMPLACEMENTS
DE STATIONNEMENT RÉSERVÉS AUX TAXIS**

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient de réserver des emplacements de stationnement aux taxis justifiant d'une réservation préalable sur le pôle d'échange multimodal ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement avenue Gaston Lacoste, sur le pôle d'échange multimodal ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêt et le stationnement des véhicules sont considérés comme gênant sur les quatre emplacements réservés aux taxis justifiant d'une réservation préalable, avenue Gaston Lacoste, sur le parvis du pôle d'échange multimodal en vis-à-vis de la station de taxis.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

24 AVR. 2024

Fait à Pau, le


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire